



Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire une maison individuelle et/ou ses annexes*

Vous avez déposé une demande de permis de construire. **Le délai d'instruction de votre dossier est de DEUX MOIS** et, si vous ne recevez pas de réponse de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

→ **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous contacter :**

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

→ **Si vous recevez une telle correspondance avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**

→ **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de deux mois ne pourra plus être modifié. Si aucune réponse de l'administration ne vous est parvenue à l'issue de ce délai de deux mois, vous pourrez commencer les travaux^[1] après avoir :**

– adressé au maire, par voie papier (en trois exemplaires), ou par voie électronique, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française :

<http://www.service-public.fr>

– affiché sur le terrain ce récépissé pour attester la date de dépôt ;

– installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.

⚠ Le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

PC 004019 26 00005
Date d'export : 09/03/2026

Barcelonnette

Date de dépôt dossier : 01/03/2026

Libellé du fichier : cerfa_PCMI_1_1.pdf

Date de dépôt du fichier : 01/03/2026

Demandeur principal : SCI BEZANNA

Adresse du projet : 10 Place du 157^e RIA

[1] Dans le cadre d'un permis de construire déposé en ligne, le récépissé est constitué par un accusé de réception électronique.

[1] Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas notamment des travaux situés dans un site classé. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC 004019 26 00005,
déposée à la mairie le : 0 1 / 0 3 / 2 0 2 6 9

par : SCI BEZANNA représentée par BEZEL François,
fera l'objet d'un permis tacite^[2] à défaut de réponse de l'administration deux
mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage
sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme
au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie



Délais et voies de recours

Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers :

Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

Terrain : 10 Place du 157e RIA, 04400 Barcelonnette
Parcelle(s) : AC218
Superficie : 148,00 m²
Travaux : Changement de destination, passage d'un entrepôt à un logement d'habitation.
Créer un balcon côté Sud sur toute la longueur de la façade.
Créer un jour de souffrance en façade Est.
Rénover et modifier la toiture actuelle, remplacer la tôle ondulée par du bac acier, prolonger le débord de toit vers le Sud et poser des gouttières.
Rénover les huisseries du 1er étage et poser des volets.
Rénover la porte d'entrée ainsi que les huisseries et les volets de la fenêtre à droite de la porte d'entrée.

PC 004019 26 00005
Date d'export : 09/03/2026
Barcelonnette
Date de dépôt dossier : 01/03/2026
Libellé du fichier : cerfa_PCMI_1_1.pdf
Date de dépôt du fichier : 01/03/2026
Demandeur principal : SCI BEZANNA
Adresse du projet : 10 Place du 157e RIA

Affiché le 09/03/2026

[2] Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.